

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
du 27 février 2023**

*Visa du Maire avant diffusion*

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept février à vingt heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 20 février 2023, s'est réuni en Mairie de Rosières-près-Troyes, salle du conseil municipal, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Arnaud RAYMOND, Maire, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Nomination d'un secrétaire de séance,
2. Approbation du procès-verbal de la séance du 30 janvier 2023,
3. Suppression d'un poste d'adjoint au Maire,
4. Indemnité du conseiller municipal délégué,
5. Débat d'orientations budgétaires 2023,
6. Contribution financière pour l'extension du réseau d'électricité rue Victor Hugo,
7. Contribution financière pour l'extension du réseau d'électricité rue Marcel Pagnol,
8. Consultation par le Centre de Gestion pour le renouvellement du contrat d'assurance des risques statutaires,
9. Instauration d'une gratification des stagiaires,
10. Club ados – Modification du règlement intérieur,
11. Affaires diverses.



**Etaient Présents :**

M. Arnaud RAYMOND, *Maire,*

M. Michel OUDIN, Mme Françoise POINSENOT, Mme Béatrice HENRY, M. Bruno MAYEUR,  
Mme Nadège LEVAIN-LAURENCEAU, M. Raphaël GELARD,  
*Adjoint au Maire,*

Mme Annie BRANGBOUR, M. Daniel GAC, M. Rémi DAUPHIN, M. Pascal VIEVILLE,  
Mme Caroline HECKLY, M. Ioan Cristian NACU, M. Johan PILLOUD, Mme Valérie RUINET,  
Mme Laure CLERGET, Mme Audrey BIDAUD, M. Chris MANIERI BIGORGNE,  
*Conseillers Municipaux,*

**formant la majorité des membres en exercice.**

**Etaient absents représentés :**

Mme Marlène GAURIER  
M. Jérôme LO-HOI-NING  
M. Jean-Christophe TOUPET  
Mme Natacha VAIRELLES  
Mme Cécile RIGAUD  
Mme Stéphanie JONIAUX  
Mme Annie PERINET

mandataire  
mandataire  
mandataire  
mandataire  
mandataire  
mandataire  
mandataire

Mme Nadège LEVAIN-LAURENCEAU,  
M. Raphaël GELARD,  
M. Michel OUDIN,  
M. Chris MANIERI-BIGORGNE,  
Mme Béatrice HENRY,  
M. Rémi DAUPHIIN,  
M. Arnaud RAYMOND

**Etait absent :**

M. Franck FEDER.

**Secrétaire de séance :**

M. Chris MANIERI-BIGORGNE a été désigné comme Secrétaire de séance.

**Nombre de membres :**

|             |    |
|-------------|----|
| En exercice | 27 |
| Présents    | 19 |
| Votants     | 26 |
| Quorum      | 10 |

**1. Nomination d'un secrétaire de séance**

Monsieur Chris MANIERI-BIGORGNE est désigné en qualité de secrétaire de séance.

**2. Approbation du Procès-Verbal du 30 janvier 2023**

Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 30 janvier 2023 est adopté à l'unanimité.

**3. Suppression d'un poste d'adjoint au Maire**

*Transmis en Préfecture le 02/03/2023*

*Affiché le 02/03/2023*

**Délibération n° 2023-02-010**

Rapporteur : Monsieur le Maire

Mes Chers Collègues,

Je vous rappelle la délibération n° 2021-11-062 du 12 novembre 2021 fixant le nombre d'adjoints au Maire à 7.

La 4<sup>ème</sup> adjointe a souhaité démissionner de ses fonctions d'adjointe et conserver son mandat de conseillère municipale.

Cette démission a été acceptée par la Préfecture de l'Aube.

Conformément aux articles L.2122-2 et L.2122-8 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal peut décider :

- De ne pas procéder au remplacement de l'adjoint démissionnaire et supprimer ce poste d'adjoint devenu vacant, en vertu de la jurisprudence : Tribunal Administratif d'Amiens du 20 décembre 1990, Préfet de la Somme c/ Commune d'Amiens.  
L'ordre du tableau est alors modifié : chacun des adjoints d'un rang inférieur à celui qui a cessé ses fonctions se trouve promu d'un rang ;
- De pourvoir au poste d'adjoint devenu vacant ;
- Sur proposition du Maire, de procéder à une élection municipale partielle intégrale ;

Ainsi, je vous propose de bien vouloir :

- ✓ DÉCIDER de ne pas procéder au remplacement de l'adjoint démissionnaire,
- ✓ SUPPRIMER le poste d'adjoint devenu vacant.

Mis aux voix, le rapport est adopté à l'unanimité.

| RESULTAT DES VOTES |        |            |
|--------------------|--------|------------|
| POUR               | CONTRE | ABSTENTION |
| 26                 | 0      | 0          |

#### 4. Détermination de l'indemnité d'un conseiller municipal délégué

Transmis en Préfecture le 02/03/2023

Affiché le 02/03/2023

Délibération n° 2023-02-011

Rapporteur : Monsieur le Maire

Mes Chers Collègues,

Notre assemblée vient de décider la suppression d'un poste d'adjoint.

Je vous informe que je souhaite désigner un conseiller municipal délégué chargé du suivi des affaires suivantes : communication écrite, numérique et développement des nouvelles technologies d'information et de communication.

Selon l'article L 2123-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, les mandats municipaux sont en principe exercés à titre gratuit. Toutefois, la loi prévoit, pour compenser les charges et les pertes de revenus liées à l'exercice de ces mandats, un régime indemnitaire pour le Maire, les adjoints et certains conseillers municipaux, notamment ceux ayant reçu une délégation de fonction, dans les conditions prévues à l'article L 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Je vous rappelle également que notre assemblée, par délibération n° 2021-11-063 du 12 novembre 2021, avait réparti l'enveloppe globale maximale entre le maire et les adjoints, aucun conseiller municipal n'avait reçu de délégation de fonction.

Conformément au barème fixé par les articles L 2123-23 et L 2123-24 du CGCT pour une commune de notre strate démographique (de 3 500 à 9 999 habitants), les taux et montants maximaux des indemnités de fonction susceptibles d'être versées au Maire, à 6 adjoints et un conseiller municipal délégué, sont les suivants :

|                                                                         | Taux maximal (en %) de l'Indice Brut terminal de la Fonction Publique | Indemnité Brute mensuelle (en €)                                               |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| Maire                                                                   | 55 %                                                                  | 2 214,04 €                                                                     |
| Adjoints et Conseiller municipal délégué                                | 22 %                                                                  | 885,61 €<br>soit 6 199,31 € pour 6 adjoints et un Conseiller municipal délégué |
| <b>Soit une ENVELOPPE GLOBALE MAXIMALE DE 8 413,35 € bruts mensuels</b> |                                                                       |                                                                                |

Suite à la suppression d'un poste d'adjoint et à la désignation d'un conseiller municipal délégué, je vous propose donc de bien vouloir :

- **REPARTIR** cette enveloppe globale maximale entre le Maire, les adjoints et le conseiller municipal délégué comme suit :

|                                                  | INDEMNITES MENSUELLES VERSEES                                              |            |                                                  |
|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|------------|--------------------------------------------------|
|                                                  | Base mensuelle de référence (Indice Brut terminal de la Fonction Publique) | Taux votés | Montants bruts des indemnités mensuelles versées |
| Maire                                            | 4 025,53 €                                                                 | 55,00 %    | 2 214,04 €                                       |
| 1 <sup>er</sup> adjoint                          | 4 025,53 €                                                                 | 22,00 %    | 885,61 €                                         |
| 2 <sup>ème</sup> adjoint                         | 4 025,53 €                                                                 | 19,5557 %  | 787,22 €                                         |
| 3 <sup>ème</sup> adjoint                         | 4 025,53 €                                                                 | 19,5557 %  | 787,22 €                                         |
| 4 <sup>ème</sup> adjoint                         | 4 025,53 €                                                                 | 19,5557 %  | 787,22 €                                         |
| 5 <sup>ème</sup> adjoint                         | 4 025,53 €                                                                 | 19,5557 %  | 787,22 €                                         |
| 6 <sup>ème</sup> adjoint                         | 4 025,53 €                                                                 | 19,5557 %  | 787,22 €                                         |
| Conseiller municipal délégué                     | 4 025,53 €                                                                 | 19,5557 %  | 787,22 €                                         |
| <b>Montant global mensuel des sommes versées</b> |                                                                            |            | <b>7 822,97 €</b>                                |

- **DIRE** que le versement de l'indemnité entrera en vigueur :
  - à compter de la date de l'arrêté de délégation de fonction au conseiller municipal délégué,
- **DIRE** que le montant des indemnités de fonction du conseiller municipal délégué sera calculé en référence à l'indice brut terminal de la Fonction Publique, quelles que soient les futures modifications de ce dernier.
- **PRECISER** qu'un tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du Conseil Municipal est annexé au présent rapport, en application de l'article L 2123-20-1 du CGCT.

## COMMUNE DE ROSIERES-PRES-TROYES

**Population de référence :** 4 961 habitants

### ETAT RECAPITULATIF DES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS

**Montants au :** 27/02/2023

**Délibérations des :** 12/11/2021 et 27/02/2023

| ENVELOPPE MAXIMALE AUTORISEE   |                                               |            |
|--------------------------------|-----------------------------------------------|------------|
| Maire                          | 55 % de l'IB terminal de la Fonction Publique | 2 214,04 € |
| 6 adjoints                     | 22 % de l'IB terminal de la Fonction Publique | 5 313,66 € |
| 1 conseiller municipal délégué | 22 % de l'IB terminal de la Fonction Publique | 885,61 €   |
| TOTAL                          |                                               | 8 413,31 € |

| ENVELOPPE BUDGETAIRE ADOPTEE   |                                                    |            |
|--------------------------------|----------------------------------------------------|------------|
| Maire                          | 55 % de l'IB terminal de la Fonction Publique      | 2 214,04 € |
| 1 <sup>er</sup> adjoint        | 22 % de l'IB terminal de la Fonction Publique      | 885,61 €   |
| 5 adjoints                     | 19,5557 % de l'IB terminal de la Fonction Publique | 3 936,10 € |
| 1 Conseiller municipal délégué | 19,5557 % de l'IB terminal de la Fonction Publique | 787,22 €   |
| TOTAL                          |                                                    | 7 822,97 € |

### INDEMNITES MENSUELLES VERSEES DANS LA COMMUNE

|                                           | Base mensuelle de référence<br>(Indice Brut terminal de la<br>Fonction Publique) | Taux<br>votés | Montants bruts<br>des indemnités<br>mensuelles<br>versées |
|-------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------------------|
| Maire                                     | 3 889,40 €                                                                       | 55,00 %       | 2 214,04 €                                                |
| 1 <sup>er</sup> adjoint                   | 3 889,40 €                                                                       | 22,00 %       | 885,61 €                                                  |
| 2 <sup>ème</sup> adjoint                  | 3 889,40 €                                                                       | 19,5557 %     | 787,22 €                                                  |
| 3 <sup>ème</sup> adjoint                  | 3 889,40 €                                                                       | 19,5557 %     | 787,22 €                                                  |
| 4 <sup>ème</sup> adjoint                  | 3 889,40 €                                                                       | 19,5557 %     | 787,22 €                                                  |
| 5 <sup>ème</sup> adjoint                  | 3 889,40 €                                                                       | 19,5557 %     | 787,22 €                                                  |
| 6 <sup>ème</sup> adjoint                  | 3 889,40 €                                                                       | 19,5557 %     | 787,22 €                                                  |
| Conseiller municipal délégué              | 3 889,40 €                                                                       | 19,5557 %     | 787,22 €                                                  |
| Montant global mensuel des sommes versées |                                                                                  |               | 7 822,97 €                                                |

Mis aux voix, le rapport est adopté à l'unanimité.

| RESULTAT DES VOTES |        |            |
|--------------------|--------|------------|
| POUR               | CONTRE | ABSTENTION |
| 26                 | 0      | 0          |

## 5. Débat d'orientations budgétaires 2023

Transmis en Préfecture le 02/03/2023

Affiché le 02/03/2023

Délibération n° 2023-02-012

Rapporteur : Monsieur le Maire

Mes Chers Collègues,

L'article L 2312-1 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que « *dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique* ».

Conformément à la réglementation, ce rapport devra être transmis à Monsieur le Préfet de l'Aube, ainsi qu'à Monsieur le Président de Troyes Champagne Métropole dont notre commune est membre, dans un délai de 15 jours à compter de son examen par notre assemblée.

Enfin, je vous précise que l'article L. 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que ce rapport doit être mis en ligne sur le site internet de la commune dans le délai d'un mois à compter de l'adoption par le Conseil Municipal de la délibération correspondante.

Avant d'engager le Débat d'Orientations Budgétaires, je vais donc vous présenter le rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

# **RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023**

**COMMUNE DE ROSIERES-PRES-TROYES**



**CONSEIL MUNICIPAL  
DU 27 FEVRIER 2023**

## SOMMAIRE

|                                                                                                        |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>INTRODUCTION : LE CADRE JURIDIQUE .....</b>                                                         | <b>3</b>  |
| <b>PARTIE 1 – ANALYSE RETROSPECTIVE .....</b>                                                          | <b>7</b>  |
| ⇒ Le contexte économique national et législatif .....                                                  | 7         |
| 1. Le contexte économique .....                                                                        | 7         |
| 1.1. Le pouvoir d'achat des ménages .....                                                              | 9         |
| 1.2. Les mesures pour l'emploi et les entreprises .....                                                | 9         |
| 1.3. Les mesures pour la transition écologique .....                                                   | 10        |
| 2. Le contexte législatif .....                                                                        | 10        |
| 2.1. Les objectifs généraux de la trajectoire des finances publiques de<br>de 2023 à 2027 .....        | 10        |
| 2.2. Les dotations de l'Etat .....                                                                     | 11        |
| 3. Synthèse de la loi de finances adoptée pour 2023 .....                                              | 12        |
| 4. Le contexte financier de la commune : les orientations budgétaires ....                             | 12        |
| <b>PARTIE 2 - ANALYSE RETROSPECTIVE DE LA COMMUNE<br/>    DE 2018 A 2022 .....</b>                     | <b>13</b> |
| ⇒ Présentation synthétique – section de fonctionnement et section<br>et section d'investissement ..... | 14        |
| 1. La section de fonctionnement.....                                                                   | 16        |
| a. Dépenses de fonctionnement .....                                                                    | 16        |
| a) Evolution des dépenses.....                                                                         | 17        |
| b) Analyse rétrospective .....                                                                         | 18        |
| b. Recettes de fonctionnement .....                                                                    | 19        |
| a) Evolution des recettes .....                                                                        | 19        |
| b) Analyse rétrospective .....                                                                         | 20        |
| 2. La section d'investissement                                                                         |           |
| a. Dépenses d'investissement .....                                                                     | 22        |
| b. Recettes d'investissement .....                                                                     | 24        |
| 3. Evolution de l'autofinancement .....                                                                | 26        |
| 4. Les ratios .....                                                                                    | 24        |
| a. Les ratios de la commune de Rosières .....                                                          | 27        |
| b. Les ratios obligatoires .....                                                                       | 28        |
| 3. L'endettement .....                                                                                 | 29        |
| ⇒ L'évolution de l'endettement de la commune de Rosières-près-Troyes                                   |           |
| <b>PARTIE 3 - LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2023 .....</b>                                         | <b>30</b> |
| ⇒ Les projets en cours et futurs .....                                                                 | 31        |
| <b>CONCLUSION .....</b>                                                                                | <b>32</b> |

## INTRODUCTION

### LE CADRE JURIDIQUE

#### LA PREPARATION BUDGETAIRE

En application de l'article L.2312-1 du CGCT, le budget de la commune est préparé par le Maire et voté par le Conseil Municipal.

Il est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'une année donnée. Acte prévisionnel, il peut être modifié ou complété en cours d'exécution par l'assemblée délibérante (*budget supplémentaire, décisions modificatives*).

D'un point de vue comptable, le budget se présente en deux parties, une section de fonctionnement et une section d'investissement. Chacune de ces sections doit être présentée en équilibre, les recettes égalant les dépenses.

Schématiquement, la section de fonctionnement retrace toutes les opérations courantes de dépenses et de recettes. L'excédent de recettes par rapport aux dépenses de fonctionnement est viré en section d'investissement afin de rembourser le capital emprunté par la collectivité. Le surplus, constituant de l'autofinancement, permettra d'abonder le financement des investissements prévus en dépenses d'investissement.

Les dépenses d'investissement présentent les programmes d'équipements nouveaux ou en cours, qui modifient la valeur du patrimoine de la collectivité, comme les acquisitions immobilières ou des travaux nouveaux.

#### LE DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES (DOB) ET LE RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES (ROB)

- Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992, les communes de 3 500 habitants et plus ont l'obligation d'organiser un débat sur les orientations générales du budget dans un délai de 2 mois précédant l'examen de celui-ci par le Conseil Municipal.

Chaque année depuis 2014, date à laquelle notre commune a passé le seuil des 3 500 habitants, un tel débat est ainsi inscrit à l'ordre du jour du Conseil Municipal.

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe », a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux et a précisé les modalités de présentation du Débat d'Orientations Budgétaires.

L'article L 2312-1 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose « *dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget, un **Rapport sur les Orientations Budgétaires**, les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur (...). Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique* ».

L'article D.2312-3 du CGCT stipule que ce rapport doit comporter les informations suivantes :

1°/ Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.

2°/ La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes.

3°/ Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de la dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de la dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ensuite, ce rapport :

- ⇒ doit faire l'objet d'une délibération spécifique, sans qu'elle n'ait de caractère décisionnel, afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi et le DOB est relaté dans un compte-rendu de séance,
- ⇒ est transmis par la commune au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante, soit Troyes Champagne Métropole,
- ⇒ mis à la disposition du public à la Mairie, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire,
- ⇒ mis en ligne sur le site internet de la commune dans un délai de un mois.

⇒ Ainsi, en vertu de la jurisprudence :

- ⇒ le budget primitif d'une commune ne peut être adopté sans qu'un débat d'orientations budgétaires n'ait été organisé (TA de Versailles, 28 décembre 1993, commune de Fontenay-le-Fleury),
- ⇒ Le DOB ne peut intervenir le soir même dans une séance précédant l'adoption du budget communal (TA Montpellier, 5 novembre 1997, Syndicat de gestion du collège de Florensac),
- ⇒ Le DOB ne constitue qu'une mesure préparatoire au vote du budget de la commune et ne donne pas lieu à un vote. Il ne peut être qualifié d'affaire soumise à délibération au sens de l'article L.2121-12 du CGCT (CAA Marseille, 22 mars 2012, commune de Roquefort-les-Pins),

- ⇒ Le ROB doit être suffisamment précis et détaillé. Ainsi, un document intitulé « rapport » ne comportant que quelques considérations générales sur les nouvelles charges imposées aux communes par des mesures gouvernementales et sur la volonté de la commune de ne pas augmenter la pression fiscale ne peut être assimilé à une note explicative de synthèse au sens de l'article L.2121-12 du CGCT (TA de Nice, 10 novembre 2006, M. Antoine Di Lorio c/ commune de la valette du Var),
  - ⇒ Si cette note n'est pas suffisamment détaillée, le DOB doit être regardé comme s'étant tenu sans que les conseillers municipaux aient bénéficié de l'information prévue par les dispositions législatives, ce qui constitue une irrégularité substantielle de nature à entacher d'irrégularité la procédure d'adoption du budget primitif (TA Nice, 19 janvier 2007, M. Bruno Lang c/ commune de Mouans-Sartoux).
- La loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de Programmation des Finances Publiques stipule que les collectivités doivent contribuer à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publiques. L'article 13 de cette même loi précise que chaque collectivité territoriale doit présenter ses objectifs lors du DOB concernant :
- l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement.
  - l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de la dette.

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes.

Il stipule « l'objectif national d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités territoriales » correspond à un taux de croissance annuel de 1,2 % appliqué à une base de dépenses réelles de fonctionnement en 2017, en valeur et à périmètre constant.

Ainsi, pour une base 100 en 2017, cette évolution s'établit selon l'indice suivant :

| Dépenses de fonctionnement | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  |
|----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
|                            | 102,4 | 103,6 | 104,2 | 106,1 | 107,4 |

Le DOB et le ROB sur lequel il s'appuie, permettent à l'assemblée délibérante :

- d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité, en tenant compte des projets communaux et des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur nos capacités de financement,
- de présenter une situation financière de l'exercice écoulé,
- de mettre en lumière certains éléments rétrospectifs,
- et de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif.

Le DOB :

- initie la future discussion budgétaire,
- met en évidence les moyens financiers disponibles, compte-tenu notamment de la fiscalité et de l'endettement,
- évalue le volume des investissements réalisables,
- permet de donner un ordre de priorité aux investissements.

⇒ Le DOB va déterminer, pour l'année à venir, toutes les actions municipales qui pourront être engagées.

## 1<sup>ère</sup> PARTIE – ANALYSE RETROSPECTIVE

### Le contexte économique national et législatif

Après deux années de crises sanitaires qui ont fortement impacté l'évolution de nos finances locales, les orientations budgétaires présentées ci-après s'inscrivent dans un contexte international marqué par le conflit Ukrainien et son corollaire de conséquences en termes de développement économique, d'inflation galopante sur les prix des matériaux, de pénurie et d'augmentation des coûts de l'énergie.

Ainsi, le budget 2023 devra pleinement inclure ces nouvelles données qui nous imposent à la fois d'adapter notre exécution budgétaire mais aussi d'engager une véritable politique de sobriété visant à préserver des marges financières pour l'investissement et à réduire l'impact de nos choix sur le climat. La modulation de l'éclairage public, les restrictions des fluides sont autant de mesures indispensables que nous avons commencé à mettre en œuvre.

Après l'installation du conseil municipal le 12 novembre 2021, la commune a lancé ses opérations d'investissement (accessibilité du groupe scolaire Fernand Vigneron, terrain de football synthétique, cantine, travaux éclairage public, révision du Plan Local d'Urbanisme, etc.).

Suite aux différentes consultations, les offres des entreprises ont été supérieures aux estimations vu un contexte d'incertitude et inflationniste.

Notre capacité financière et sa programmation pluriannuelle permettent de l'étaler sur la deuxième moitié du mandat, sans interdire une opportunité de développement.

Ainsi, ce contexte particulièrement contraint, ne fait que renforcer notre volonté de saisir toutes les opportunités de financement de nos investissements qui peuvent être proposées. Le budget 2023 de la Commune sera élaboré sur la base d'hypothèses réalistes et prudentes de recettes, avec la volonté de contenir les effets de ce contexte inflationniste sur nos dépenses de fonctionnement.

#### **1. Le contexte économique**

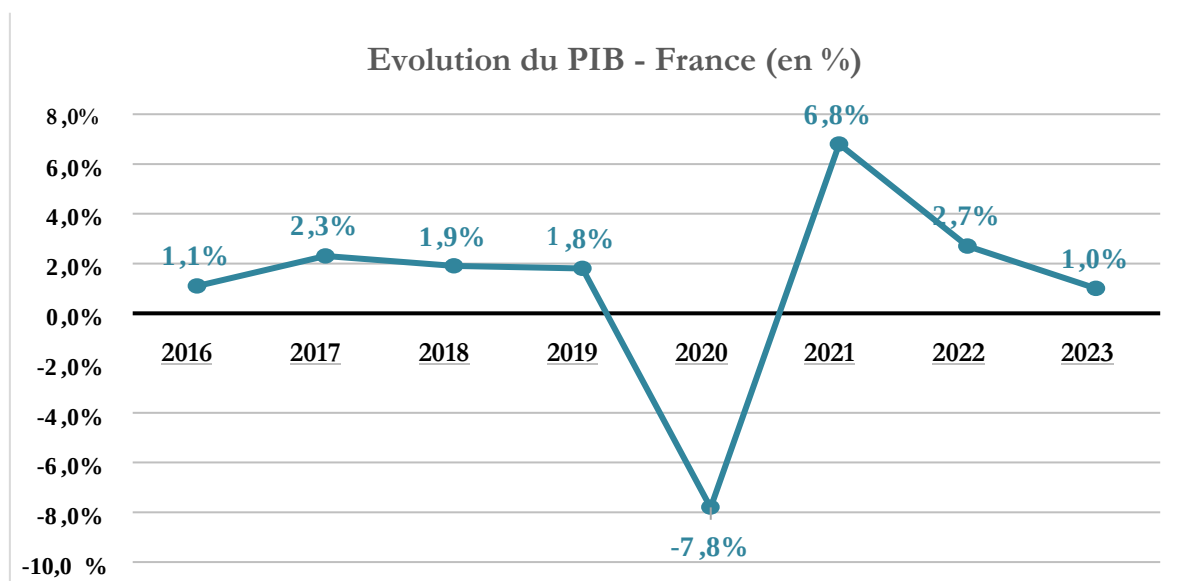
Le projet de loi de finances pour 2023 a été élaboré en retenant les hypothèses macro-économiques suivantes :

|                                               | 2021    | 2022    | Prévisions 2023 |
|-----------------------------------------------|---------|---------|-----------------|
| Produit intérieur brut (PIB) en volume        | + 6,8 % | + 2,7 % | + 1,0 %         |
| Prix à la consommation (hors tabac)           | + 1,6 % | + 5,4 % | + 4,3 %         |
| Croissance (en volume) de la dépense publique | + 2,6 % | - 1,1 % | - 1,5 %         |
| Déficit public (en % du PIB)                  | - 6,5 % | - 5,0 % | - 5,0 %         |
| Dette publique (en % du PIB)                  | 112,8 % | 111,5 % | 111,2 %         |

La crise sanitaire a entraîné une diminution du PIB de - 7,8 % en 2020.

Après cette récession historique, l'économie a connu un rebond de + 6.8 % en 2021. Le gouvernement français a bâti les équilibres du budget national en tablant sur une croissance

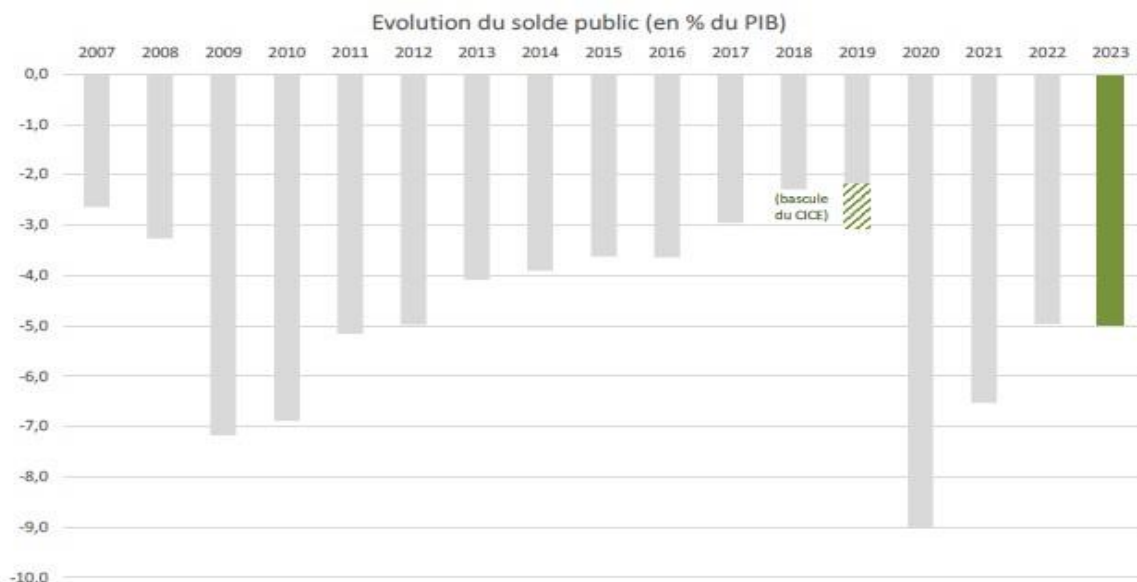
de +1% en 2023 et d'une croissance retrouvée à compter de 2024 avec un PIB en progression de +1,7 % par an à compter de 2024 (au lieu de +1% en 2023).



La crise sanitaire, la guerre en Ukraine et la crise énergétique ont eu des conséquences sur l'évolution des prix : alors que l'inflation était presque nulle (+ 0,5 %) fin 2020, elle s'est accélérée durant toute l'année 2021 pour atteindre + 1,6 % en fin d'année. En 2022, l'inflation est à plus de 6 %. Les prix des matières premières et de l'énergie (pétrole, gaz) sont particulièrement impactés, ce qui pèse sur les coûts supportés par les collectivités (fluides, carburant, fournitures, indexation des marchés, bâtiments et travaux publics...).



Après le creusement sans précédent du déficit public en 2020 et 2021, le gouvernement acte un déficit de 5 % du PIB pour les exercices 2022 et anticipe un déficit identique en 2023, en net repli mais qui reste supérieur aux chiffres constatés avant la crise sanitaire.



(source : PLF 2023)

### 1.1. Le pouvoir d'achat des ménages

Le bouclier tarifaire énergétique est prolongé en 2023, avec une hausse des prix contenue à 15% à partir du 1er janvier 2023 pour le gaz et à partir du 1er février 2023 pour l'électricité (sans ce bouclier, la hausse aurait dépassé les 100%). Le coût de la mesure est estimé à 16 milliards d'euros.

Pour protéger le revenu disponible de tous les ménages, même lorsque leurs salaires augmentent, le barème de l'impôt sur le revenu sera indexé sur l'inflation.

L'année 2023 se traduira également par la suppression définitive de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

### 1.2. Les mesures pour l'emploi et les entreprises

Pour parvenir au plein emploi, 3,5 milliards d'euros sont destinés à l'aide à l'embauche d'alternants, avec l'objectif d'atteindre un million d'entrées d'ici 2027. France compétences, qui finance l'apprentissage, bénéficiera d'un soutien exceptionnel de 2 milliards d'euros.

Pour assurer le maintien en emploi des salariés, le Fonds national pour l'emploi et Transitions collectives sont dotés de 325 millions d'euros.

Le plan de réduction des tensions de recrutement est prolongé pour soutenir la formation des demandeurs d'emploi de longue durée. Ce budget permettra également de démarrer des actions pour accompagner la préfiguration de France Travail, futur guichet unique pour les demandeurs d'emploi, et des expérimentations pour l'insertion des allocataires du revenu de solidarité active (RSA).

Concernant les entreprises, la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) sera supprimée sur deux ans, en 2023 et en 2024. La suppression de cet impôt de production, créé en 2010, vise à accroître la compétitivité des entreprises françaises, notamment dans le secteur industriel. Face à la flambée des prix de l'énergie, 3 milliards

### 1.3. Les mesures pour la transition écologique

L'effort de rénovation énergétique des logements privés est poursuivi (+2,5 milliards d'euros).

Le verdissement du parc automobile est également soutenu à hauteur d'1,3 milliard d'euros, notamment pour lancer mi-2023, le nouveau dispositif de *leasing* social (location de voiture électrique à 100 euros/mois pour les foyers modestes).

Le plan vélo bénéficie d'un fond de 250 millions d'euros.

## 2. Le contexte législatif

Les années 2020 et 2021 ont été marquées par l'adoption de plusieurs lois de finances rectificatives dont l'objectif était de soutenir l'activité économique au travers d'un plan de relance de l'économie. Les lois de finances initiales ont également précisé certains mécanismes liés à la suppression progressive de la taxe d'habitation et adopté un allègement significatif des impôts de production.

La présentation suivante se concentre sur les principales mesures de l'adoption de la loi de finances et le projet de loi de programmation des finances publiques (PLPFP) pour 2023-2027.

### 2.1. Les objectifs généraux de la trajectoire des finances publiques de 2023 à 2027

Le PLPFP fixe la trajectoire de l'évolution des finances publiques sur la période 2022-2027 afin d'aboutir à une réduction du déficit public de -5 % en 2022 à -2,9 % en 2027.

#### Ensemble des administrations publiques - solde en % du PB

|                                     | 2022         | 2023         | 2024         | 2025         | 2026         | 2027         |
|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Etat et administrations centrales   | -5,4%        | -5,6%        | -5,2%        | -4,7%        | -4,5%        | -4,3%        |
| Administrations publiques locales   | 0,0 %        | -0,1%        | -0,1%        | 0,0%         | 0,2%         | 0,5%         |
| Administrations de sécurité sociale | 0,5%         | 0,8%         | 0,8%         | 0,7%         | 0,8%         | 1,0%         |
| <b>Total</b>                        | <b>-5,0%</b> | <b>-5,0%</b> | <b>-4,5%</b> | <b>-4,0%</b> | <b>-3,4%</b> | <b>-2,9%</b> |

Cet objectif pourra être atteint à travers la maîtrise de la dépense publique des 3 composants des administrations publiques : l'Etat, la sécurité sociale et les administrations publiques locales.

## Ensemble des administrations publiques - évolution de la dépense publique en volume

| Colonne 1                           | 2022         | 2023         | 2024         | 2025        | 2026        | 2027        |
|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|
| Etat et administrations centrales   | 0,0%         | -2,6%        | -2,5%        | -1,1%       | 0,4%        | 1,6%        |
| Administrations publiques locales   | 0,1%         | -0,6%        | 0,1%         | 0,4%        | -1,3%       | -1,1%       |
| Administrations de sécurité sociale | -2,6%        | -1,0%        | 0,5%         | 1,2%        | 0,7%        | 0,6%        |
| <b>Total</b>                        | <b>-1,1%</b> | <b>-1,5%</b> | <b>-0,6%</b> | <b>0,3%</b> | <b>0,2%</b> | <b>0,6%</b> |

L'Etat prévoit ainsi que les administrations publiques locales seront en léger déficit (au sens de Maastricht) en 2023 et 2024 puis deviendront excédentaires à compter de 2025.

Ce résultat devant être obtenu grâce à des dépenses dont l'évolution en volume (c'est-à-dire hors inflation) serait de -0.6 % en 2023 puis légèrement positive en 2024 et 2025 avant de redevenir négative en 2026 et 2027 (respectivement -1,3 % et -1,1 %).

### **2.2. Les dotations de l'Etat**

Les concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales augmentent de 52,32 à 53,45 milliards d'euros (soit +2,15%).

L'augmentation des dotations (DGF, DSU et DSR notamment) est de de l'ordre de 320 Millions d'euros en faveur des communes.

Cette mesure devrait permettre aux communes (entre 90 % et 95 % d'entre elles) de voir leur niveau de DGF stabilisé voire en progression. Cette revalorisation de la DGF n'est pas corrélée à l'inflation.

Cette augmentation sera en 2023 prise en charge exceptionnellement par l'Etat, sans écrêtement des dotations du bloc communal et des compensations des collectivités.

Un fonds d'accélération écologique dans les territoires doté de 1,5 milliard d'euros en 2023, aussi appelé "fonds vert", doit venir soutenir les projets de transition écologique des collectivités locales. Ce fonds visera notamment à soutenir la performance environnementale des collectivités (rénovation des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets...), l'adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation) et l'amélioration du cadre de vie (friches, mise en place des zones à faible émission...).

Enfin, pour protéger les communes exposées à la flambée des prix de l'énergie, près d'un demi-milliard d'euros est budgété. Ce fonds est attribué sous condition de critères évolution de l'épargne et potentiel financier de la commune).

### **3. Synthèse de la loi de finances adoptée pour 2023**

⇒ La suppression de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises en 2023 pour les collectivités,

- ⇒ L'actualisation forfaitaire de +7,1% des bases 2023 des valeurs foncières Habitations/Industries,
- ⇒ La suppression, exceptionnelle en 2023, de l'écrêtement de la Dotation Forfaitaire de Fonctionnement et des compensations des Etablissements publics de coopération intercommunale.
- ⇒ Mise en place d'un « Amortisseur Electricité ». Concrètement, l'Etat prend en charge une partie de la facture d'électricité dès lors que le prix souscrit dépasse un certain niveau de prix.
- ⇒ Mise en place d'un « filet de sécurité » à destination de certaines collectivités seulement, et compensant partiellement les hausses 2022-2023 des dépenses d'approvisionnements. Ce filet de « sécurité » correspond à une recette de compensation.
- ⇒ Le report de 2 ans des effets des révisions tarifaires des locaux professionnels effectuées en 2022.
- ⇒ La possibilité de délibérer jusqu'au 28 février pour majorer entre 5% et 60 % du produit de Taxes d'habitation
- ⇒ Les dispositifs des contrats de Cahors (plafonnement des dépenses de fonctionnement des collectivités selon les strates de population) prévus dans le projet de loi de finances ne figurent plus au sein de la loi de finances adoptée.

#### **4. Le contexte financier de la commune : les orientations budgétaires pour 2023**

Les priorités municipales définies pour le mandat ont pour objectif de répondre aux attentes des Caillotins, à travers :

- Une Commune dynamique,
- Un patrimoine bâti et non bâti valorisé et entretenu,
- Une Commune et une Agglomération qui travaillent en pleine harmonie.

La Commune poursuivra ses efforts de gestion avec les objectifs suivants :

- La volonté de contenir les effets du contexte inflationniste sur nos dépenses de fonctionnement pour préserver nos capacités d'autofinancement,
- Une gestion raisonnée des ressources fiscales,
- Le maintien d'une politique d'investissement soutenue et responsable,
- Une gestion optimisée de la dette,
- La mise en place d'outils de gestion prospectifs s'inscrivant dans une démarche globale de performance.

## **2<sup>ème</sup> PARTIE – ANALYSE RETROSPECTIVE DE LA COMMUNE DE 2018 A 2022**

### **↳ La section de fonctionnement :**

La hausse de la section de fonctionnement est modérée.

Après deux années de diminution des dépenses et des recettes de fonctionnement liée à l'épidémie de COVID, nous pouvons constater une stabilisation des dépenses de fonctionnement si nous comparons avec l'année 2019, dernière année de fonctionnement « normale ».

En contrepartie, les recettes de fonctionnement ont connu une hausse de 8,55 % entre ces deux mêmes années, avec une augmentation constante de la DGF notamment en raison de la hausse de la population.

Cette hausse des recettes de fonctionnement s'explique principalement par les nombreuses dotations et compensation versées par l'Etat.

### **↳ La section d'investissement :**

Le montant total des dépenses d'investissement a augmenté de 29,17 % en raison de la réalisation des projets de l'équipe nouvellement élue.

Dans la même logique, les recettes d'investissement ont connu une augmentation de 113,73% grâce aux nombreuses subventions obtenues par les partenaires extérieurs (Etat, Région, Département, Troyes Champagne Métropole).

Les recettes ayant été plus importantes que les dépenses d'investissement, cela a permis de dégager à nouveau un excédent de financement.

Les bons résultats de ces dernières années et l'encours de la dette en diminution permet à nouveau à la collectivité d'avoir un ratio de capacité de désendettement très faible sur le budget principal. (hors budget annexe maison médicale).

## PRESENTATION SYNTHETIQUE – SECTION DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

|                                                                                             | 2018              | 2019              | Taux<br>d'évolution<br>2018-2019 | 2020              | Taux<br>d'évolution<br>2019-2020 | 2021                | Taux<br>d'évolution<br>2020-2021 | Estimation<br>2022  | Taux<br>d'évolution<br>2021-2022 | TAUX<br>D'EVOLUTION<br>2018-2022 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|---------------------|----------------------------------|---------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Recettes de fonctionnement courant                                                          | 3 359 444,21      | 3 599 740,64      | 7,15%                            | 3 473 362,09      | -3,51%                           | 3 568 540,98        | 2,74%                            | 3 873 604,33        | 8,55%                            | 15,30%                           |
| Dépenses de fonctionnement courant                                                          | 2 449 293,41      | 2 908 679,18      | 18,76%                           | 2 565 769,50      | -11,79%                          | 2 556 086,97        | -0,38%                           | 2 814 195,94        | 10,10%                           | 14,90%                           |
| <b>EPARGNE DE GESTION<br/>(résultat de fonctionnement courant)</b>                          | <b>910 150,80</b> | <b>691 061,46</b> | <b>-24,07%</b>                   | <b>907 592,59</b> | <b>31,33%</b>                    | <b>1 012 454,01</b> | <b>11,55%</b>                    | <b>1 059 408,39</b> | <b>4,64%</b>                     | <b>16,40%</b>                    |
| Résultats financiers                                                                        | -64 376,07        | -56 792,65        | -11,78%                          | -48 966,32        | -13,78%                          | -41 265,17          | -15,73%                          | -33 761,85          | -18,18%                          | -47,56%                          |
| Résultats exceptionnels                                                                     | 12 829,87         | 29 711,37         | 131,58%                          | 14 590,26         | -50,89%                          | 7 339,10            | -49,70%                          | 22 002,83           | 199,80%                          | 71,50%                           |
| <b>EPARGNE BRUTE<br/>(résultat de fonctionnement de<br/>l'exercice)</b>                     | <b>858 604,60</b> | <b>663 980,18</b> | <b>-22,67%</b>                   | <b>873 216,53</b> | <b>31,51%</b>                    | <b>978 527,94</b>   | <b>12,06%</b>                    | <b>1 047 649,37</b> | <b>7,06%</b>                     | <b>22,02%</b>                    |
| Remboursement courant du capital<br>de la dette                                             | 158 287,67        | 166 212,12        | 5,01%                            | 156 545,90        | -5,82%                           | 163 588,15          | 4,50%                            | 170 990,57          | 4,53%                            | 8,03%                            |
| <b>EPARGNE DISPONIBLE<br/>(AUTOFINANCEMENT NET)</b>                                         | <b>700 316,93</b> | <b>497 768,06</b> | <b>-28,92%</b>                   | <b>716 670,63</b> | <b>43,98%</b>                    | <b>814 939,79</b>   | <b>13,71%</b>                    | <b>876 658,80</b>   | <b>7,57%</b>                     | <b>25,18%</b>                    |
| Recettes réelles d'investissement                                                           | 737 273,57        | 1 374 295,23      | 86,40%                           | 1 574 925,14      | 14,60%                           | 561 804,69          | -64,33%                          | 1 200 729,03        | 113,73%                          | 62,86%                           |
| Dépenses réelles d'investissement (y<br>compris le remboursement du<br>capital de la dette) | 709 758,41        | 1 328 179,41      | 87,13%                           | 1 302 565,15      | -1,93%                           | 663 633,64          | -49,05%                          | 857 182,68          | 29,17%                           | 20,77%                           |
| <b>BESOIN DE FINANCEMENT</b>                                                                | <b>-</b>          | <b>-</b>          |                                  | <b>-</b>          |                                  | <b>101 828,95</b>   |                                  |                     |                                  |                                  |
| <b>EXCEDENT DE FINANCEMENT</b>                                                              | <b>27 515,16</b>  | <b>46 115,82</b>  |                                  | <b>272 359,99</b> |                                  |                     |                                  | <b>343 546,35</b>   |                                  |                                  |
| Emprunts nouveaux                                                                           | -                 | -                 | -                                | -                 | -                                | -                   | -                                | -                   | -                                |                                  |
| Résultat reporté de l'exercice N-1                                                          | 1 461 472,88      | 1 867 221,10      | 27,76%                           | 1 236 479,04      | -33,78%                          | 2 109 695,57        | 70,62%                           | 3 088 223,51        | 46,38%                           | 111,31%                          |
| Résultat de l'exercice N au 31/12                                                           | 1 867 221,10      | 1 236 479,04      | -33,78%                          | 2 109 695,57      | 70,62%                           | 3 088 223,51        | 46,38%                           | 4 135 872,88        | 33,92%                           | 121,50%                          |
| Encours de la dette au 31/12                                                                | 1 191 750,11      | 1 036 010,84      | -13,07%                          | 873 263,64        | -15,71%                          | 703 149,81          | -19,48%                          | 525 292,00          | -25,29%                          | -55,92%                          |
| <b>CAPACITE DE<br/>DESENETTEMENT<br/>(EN ANNEES)</b>                                        | <b>1,39</b>       | <b>1,56</b>       | <b>12,41%</b>                    | <b>1,00</b>       | <b>-35,91%</b>                   | <b>0,72</b>         | <b>-28,15%</b>                   | <b>0,50</b>         | <b>-30,22%</b>                   |                                  |

En application de l'article R.2313-1 du CGCT, les collectivités sont tenues de se conformer à onze ratios (voir page 28).

Cet état synthétique retraçant l'ensemble des dépenses et des recettes de fonctionnement et d'investissement permet de constater que les taux règlementaires sont respectés.

➤ En section de fonctionnement :

- ✓ les dépenses de fonctionnement sont maîtrisées,
- ✓ les recettes progressent en raison de l'augmentation de la DGF et sans hausse de la fiscalité.

Il en résulte une épargne de gestion en constante augmentation.

➤ En section d'investissement :

Deux emprunts arrivent à échéance en 2023, deux autres en 2024 et cinq en 2025.

Par conséquent, la part de capital remboursé est en augmentation et le montant des intérêts est en baisse ; d'où une épargne brute conséquente.

Le besoin de financement est devenu positif pour deux raisons :

- ✓ Versement de subventions d'investissement,
- ✓ Aucun nouvel emprunt n'a été contracté sur le budget principal.

Ce budget traditionnel est sain. La capacité de désendettement est de 0,5.

# 1. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

## A. LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

### a. Evolution des dépenses de fonctionnement

|                                                                                                                                 | 2018                | 2019                | Taux<br>évolution<br>2018-2019 | 2020                | Taux<br>évolution<br>2019-2020 | 2021                | Taux<br>évolution<br>2020-2021 | Estimation<br>2022  | Taux<br>évolution<br>2021-2022 | Taux<br>évolution<br>2018-2022 | Observations                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|--------------------------------|---------------------|--------------------------------|---------------------|--------------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Charges à caractère général<br>(chapitre 011)                                                                                   | 795 504,16          | 935 409,55          | 17,59%                         | 773 156,33          | -17,35%                        | 815 353,94          | 5,46%                          | 893 740,12          | 9,61%                          | 12,35%                         |                                                                                                                                      |
| Charges de personnel<br>(chapitre 012 - recettes<br>chapitre 013)                                                               | 1 348 578,32        | 1 435 088,68        | 6,41%                          | 1 516 301,43        | 5,66%                          | 1 648 986,14        | 8,75%                          | 1 641 083,42        | -0,48%                         | 21,69%                         |                                                                                                                                      |
| Autres charges de gestion<br>courante (chapitre 65)                                                                             | 305 210,93          | 538 180,95          | 76,33%                         | 276 311,74          | -48,66%                        | 162 507,67          | -41,19%                        | 279 372,40          | 71,91%                         | -8,47%                         | Notamment<br>- indemnités des élus,<br>- contributions au SDEA,<br>- dérogations scolaires,<br>- subventions CCAS et<br>associations |
| <i>Dont subventions d'équilibre versées<br/>au budget annexe EMC et au<br/>CCAS</i>                                             | 43 323,18           | 295 560,95          | -3,16%                         | 55 882,07           | -81,09%                        | 43 000,00           | -23,05%                        | 55 766,47           | 29,69%                         | 28,72%                         |                                                                                                                                      |
| <b>Total des dépenses de<br/>fonctionnement courant<br/>intégrant la subvention<br/>d'équilibre versée au<br/>budget annexe</b> | <b>2 449 293,41</b> | <b>2 908 679,18</b> | <b>18,76%</b>                  | <b>2 565 769,50</b> | <b>-11,79%</b>                 | <b>2 556 086,97</b> | <b>-0,38%</b>                  | <b>2 814 195,94</b> | <b>10,10%</b>                  | <b>14,90%</b>                  |                                                                                                                                      |
| Dotations aux<br>amortissements<br>(chapitre 042 -article 6811)                                                                 | 199 366,67          | 224 762,37          | 12,74%                         | 247 530,83          | 10,13%                         | 284 397,39          | 14,89%                         | 312 541,28          | 9,90%                          | 56,77%                         | Amortissements                                                                                                                       |

## b. Analyse rétrospective de l'exercice 2022

| Dépenses de fonctionnement                                    | 2021<br>en €        | % des dépenses<br>réelles de<br>fonctionnement | 2022<br>en €        | % des dépenses<br>réelles de<br>fonctionnement | Variation<br>2021/2022 en<br>% | Observations                                                                                                                                              |
|---------------------------------------------------------------|---------------------|------------------------------------------------|---------------------|------------------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Charges à caractère<br>général (chapitre 011)                 | 815 353,94          | 30,56%                                         | 893 740,12          | 31,37%                                         | + 9,61%                        |                                                                                                                                                           |
| Charges de personnel<br>(chapitre 012-chapitre 013)           | 1 648 986,14        | 60,76%                                         | 1 641 083,42        | 57,60%                                         | -0,48%                         |                                                                                                                                                           |
| Autres charges de gestion<br>courante<br>(chapitre 65)        | 162 507,67          | 6,09%                                          | 279 372,40          | 9,81%                                          | + 71,91%                       | Notamment :<br>- indemnités des élus,<br>- contributions au<br>SDEA,<br>- dérogations scolaires<br>- subventions CCAS, budget<br>EMC et aux associations, |
| Charges financières<br>(intérêt de la dette)<br>(chapitre 66) | 41 267,12           | 1,55%                                          | 33 763,80           | 1,19%                                          | - 18,18%                       | Intérêts des emprunts + ICNE                                                                                                                              |
| Charges exceptionnelles<br>(chapitre 67)                      | -                   | 0,00%                                          | 1 247,00            | 0,04%                                          |                                | Concours des maisons fleuries                                                                                                                             |
| <b>Total dépenses réelles</b>                                 | <b>2 668 114,87</b> | <b>100,00%</b>                                 | <b>2 849 206,74</b> | <b>100,00%</b>                                 | <b>+ 6,79%</b>                 |                                                                                                                                                           |
| Opérations d'ordre                                            |                     |                                                |                     |                                                |                                | Amortissements                                                                                                                                            |
| <b>Total dépenses d'ordre</b>                                 | <b>284 397,39</b>   |                                                | <b>312 541,28</b>   |                                                |                                |                                                                                                                                                           |
| <b>TOTAL</b>                                                  | <b>2 952 512,26</b> |                                                | <b>3 161 748,02</b> |                                                |                                |                                                                                                                                                           |

- \* **Les charges à caractère général (chapitre 011)** : représentent environ 1/3 des dépenses de fonctionnement.

Malgré l'inflation et la hausse des fluides, elles ont été maîtrisées et sont inférieures à 2019, année de référence.

- \* **Les charges de personnel** représentent le principal poste des dépenses de fonctionnement (57,6%).

Cela s'explique pour les raisons suivantes :

↳ **Au niveau national** :

- Revalorisation du point d'indice (+ 3,5%) au 1<sup>er</sup> juillet,
- Pas de jour de carence pour les arrêts maladie liés au COVID,
- Hausse du SMIC au 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> mai et 1<sup>er</sup> juillet.

↳ **Au niveau communal** :

- Départ de 2 agents de la collectivité non remplacés à ce jour,
- La hausse des effectifs d'enfants inscrits à l'accueil de loisirs pendant les vacances, des animateurs supplémentaires ont été recrutés,
- Deux agents ont été recrutés de mai à juillet afin de permettre une « remise en état » de la Technopôle.

- \* **Les charges de gestion courante** : ont augmenté de 71% entre 2021 et 2022 en raison du versement de subvention aux associations. Celles-ci ont repris leurs activités habituelles avec la fin de l'épidémie COVID (+106 000 € entre 2021 et 2022).

Cela prouve l'aide apportée par notre collectivité au monde associatif, notamment dans le domaine sportif et culturel.

- \* **Les charges financières** continuent à diminuer (- 18,18% par rapport à 2021), ce qui est une nouvelle preuve du désendettement de notre commune.

|                                               | 2018      | 2019      | Taux<br>évolution<br>2018-2019 | 2020      | Taux<br>évolution<br>2019-2020 | 2021      | Taux<br>évolution<br>2020-<br>2021 | 2022      | Taux<br>d'évolution<br>2021-2022 | Taux<br>évolution<br>2018-2022 |
|-----------------------------------------------|-----------|-----------|--------------------------------|-----------|--------------------------------|-----------|------------------------------------|-----------|----------------------------------|--------------------------------|
| Intérêts de la dette réglés à l'échéance      | 69 828,17 | 62 513,41 | -10,48%                        | 54 745,89 | -12,43%                        | 47 304,19 | -13,59%                            | 39 969,50 | -15,51%                          | -42,76%                        |
| Intérêts courrus non échus                    | -5 449,55 | -5 718,21 | 4,93%                          | -5 779,57 | 1,07%                          | -6 037,07 | 4,46%                              | -6 205,70 | 2,79%                            | 13,88%                         |
| <b>TOTAL INTERETS</b>                         | 64 378,62 | 56 795,20 | -11,78%                        | 48 966,32 | -13,78%                        | 41 267,12 | -15,72%                            | 33 763,80 | -18,18%                          | -47,55%                        |
| % dans les dépenses de fonctionnement courant | 2,63%     | 1,95%     | -25,71%                        | 1,91%     | -2,26%                         | 1,61%     | -15,40%                            | 1,20%     | -25,69%                          | -54,35%                        |

- \* **Les charges exceptionnelles** reflètent le retour du concours des maisons fleuries.

**B. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**  
**a. Evolution des recettes de fonctionnement**

|                                                                                       | 2018                | 2019                | Taux<br>évolution<br>2018-2019 | 2020                | Taux<br>évolution<br>2019-2020 | 2021                | Taux<br>évolution<br>2020-<br>2021 | Estimation<br>2022  | Taux<br>évolution<br>2021-2022 | Taux<br>évolution<br>2018-<br>2022 | Observations                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|--------------------------------|---------------------|--------------------------------|---------------------|------------------------------------|---------------------|--------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Revenus de gestion<br/>courante<br/>chapitre 70</b>                                | 205 398,45          | 231 752,77          | 12,83%                         | 177 625,16          | -23,36%                        | 209 120,16          | 17,73%                             | 231 942,56          | 10,91%                         | 12,92%                             | Notamment :<br>- Redevances d'occupation du domaine public<br>- Produits des services (restaurant scolaire, accueil de loisirs, école de musique, club ados)                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Impôts et taxes (hors<br/>versement de fiscalité)<br/>chapitre 73</b>              | 2 432 373,32        | 2 739 015,91        | 12,61%                         | 2 669 581,15        | -2,54%                         | 2 390 488,03        | -10,45%                            | 2 609 783,59        | 9,17%                          | 7,29%                              | - Taxes foncières,<br>- Attribution de compensation versée par Troyes Champagne Métropole,<br>- Taxe sur la consommation finale d'électricité<br>- Taxe additionnelle aux droits de mutation,<br>- Taxe sur les pylônes électriques<br>- Taxe Locale sur la Publicité Extérieure<br>-Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales                                     |
| <b>Dotations et<br/>participations<br/>chapitre 74</b>                                | 699 758,24          | 620 633,29          | -11,31%                        | 621 319,52          | 0,11%                          | 958 634,51          | 54,29%                             | 1 009 506,55        | 5,31%                          | 44,27%                             | - Dotation Globale de Fonctionnement,<br>- Dotation de Solidarité Rurale,<br>- Dotation Nationale de Péréquation,<br>- Participations diverses (CAF, Conseil Départemental, Troyes Champagne Métropole...),<br>- Dérogations scolaires ,<br>- Compensation de l'Etat pour les exonérations de taxe foncière et taxe d'habitation,<br>- FCTVA pour les dépenses d'entretien des équipements |
| <i>Dont DGF</i>                                                                       | 367 710,00          | 375 020,00          | 1,99%                          | 382 604,00          | 2,02%                          | 403 413,00          | 5,44%                              | 413 299,00          | 2,45%                          | 12,40%                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Autres produits de<br/>gestion courante<br/>chapitre 75</b>                        | 21 914,20           | 8 338,67            | -61,95%                        | 2 836,26            | -65,99%                        | 10 298,28           | 263,09%                            | 22 371,63           | 117,24%                        | 2,09%                              | Revenus des immeubles (la Poste, location de salles...)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Sous-Total Recettes de<br/>Fonctionnement</b>                                      | <b>3 359 444,21</b> | <b>3 599 740,64</b> | <b>7,15%</b>                   | <b>3 471 362,09</b> | <b>-3,57%</b>                  | <b>3 568 540,98</b> | <b>2,80%</b>                       | <b>3 873 604,33</b> | <b>8,55%</b>                   | <b>15,30%</b>                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Atténuation de produits<br/>(dépenses chapitre 014 -<br/>Recettes article 739)</b> | -                   | -                   | -                              | -                   | -                              | -                   | -                                  | -                   | -                              |                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Total recettes de<br/>fonctionnement courant</b>                                   | <b>3 359 444,21</b> | <b>3 599 740,64</b> | <b>7,15%</b>                   | <b>3 471 362,09</b> | <b>-3,57%</b>                  | <b>3 568 540,98</b> | <b>2,80%</b>                       | <b>3 873 604,33</b> | <b>8,55%</b>                   | <b>15,30%</b>                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

Séance du Conseil Municipal du 27 février 2023

## b. Analyse rétrospective de l'exercice 2022

| Recettes de fonctionnement                           | 2021<br>en €        | % des recettes<br>réelles de<br>fonctionnement | 2022<br>en €        | % des recettes<br>réelles de<br>fonctionnement | Variation<br>2021/2022 en<br>% | Observations                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------|---------------------|------------------------------------------------|---------------------|------------------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Atténuation de charges<br>(chapitre 013)             | 70 760,78           | 1,92%                                          | 46 523,19           | 1,17%                                          | -34,25%                        | - Remboursements sur rémunération du personnel absent,<br>- Remboursement du Supplément Familial de Traitement,<br>- Participation de l'Etat pour les contrats aidés                                                                                                                                                                                                              |
| Revenus de gestion courante<br>(chapitre 70)         | 209 120,16          | 5,68%                                          | 231 942,56          | 5,83%                                          | 10,91%                         | Notamment :<br>- Redevance d'occupation du domaine public (SDEA),<br>- Produit des services (restaurant scolaire, accueil de loisirs, école de musique, club ados)                                                                                                                                                                                                                |
| Impôts et taxes<br>(Chapitre 73)                     | 2 390 488,03        | 64,94%                                         | 2 609 783,59        | 65,63%                                         | 9,17%                          | - Taxes foncières et Taxe d'habitation,<br>- Attribution de compensation versée par le Troyes Champagne Métropole,<br>- Taxe sur la consommation finale d'électricité<br>- Taxe additionnelle aux droits de mutation,<br>- Taxe sur les pylônes électriques,<br>- Taxe Locale sur la Publicité Extérieure,<br>- Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales |
| Dotations et participations<br>(Chapitre 74)         | 958 634,51          | 26,04%                                         | 1 009 506,55        | 25,39%                                         | 5,31%                          | - Dotation Globale de Fonctionnement,<br>- Dotation de Solidarité Rurale,<br>- Dotation de Péréquation,<br>- Participations diverses (CAF, Conseil départemental, Troyes Champagne Métropole...),<br>- Dérogations scolaires,<br>- Compensation de l'Etat pour les exonérations de taxe foncière et taxe d'habitation<br>- FCTVA pour les dépenses d'entretien des équipements    |
| Autres produits de gestion courante<br>(Chapitre 75) | 10 298,28           | 0,28%                                          | 22 371,63           | 0,56%                                          | 117,24%                        | Revenus des immeubles (Inspection académique, la Poste, location de salles...)                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Produits financiers<br>(Chapitre 76)                 | 1,95                | 0,00%                                          | 1,95                | 0,00%                                          | 0,00%                          | Parts sociales CRCA                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Produits exceptionnels<br>(Chapitre 77)              | 7 339,10            | 0,20%                                          | 22 002,83           | 0,55%                                          | 199,80%                        | - Cessions d'immobilisations,<br>- Indemnités de sinistre                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Total recettes réelles</b>                        | <b>3 646 642,81</b> | <b>100%</b>                                    | <b>3 942 132,30</b> | <b>100%</b>                                    | <b>8,10%</b>                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Opérations d'ordre                                   | 34 186,00           |                                                | 34 440,00           |                                                |                                | Amortissements                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Total recettes d'ordre</b>                        | <b>34 186,00</b>    |                                                | <b>34 440,00</b>    |                                                |                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>TOTAL</b>                                         | <b>3 680 828,81</b> |                                                | <b>3 976 572,30</b> |                                                |                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

- \* **Les impôts et taxes** : principal poste de recette de la commune représentant 64,94 % des recettes réelles de fonctionnement. La hausse est liée à l'augmentation des bases et non à l'accroissement des taux.
- \* **La taxe locale sur les publicités extérieures** : forte hausse liée à une double facturation (2021 et 2022).
- \* **Les dotations et participations** : elles représentent toujours environ  $\frac{1}{4}$  des recettes avec une légère augmentation de la Dotation de Solidarité Rurale et des compensations d'exonération des taxes foncières et d'habitation versées par l'Etat.
- \* **Les autres produits de gestion courante** représentent principalement les revenus d'immeuble. Forte augmentation liée à l'encaissement du loyer de l'Inspection Académique sur une année complète et les locations de la salle Ninet ont été plus importantes.

## 2. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

### A. Les dépenses d'investissement

| Dépenses d'investissement                            | 2021 en €         | % des dépenses d'investissement réelles | 2022 en €         | % des dépenses d'investissement réelles | Variation 2021/2022 en % | Observations                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------|-------------------|-----------------------------------------|-------------------|-----------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Dotations, fonds divers et réserves - chapitre 10    | 59 740,36         | 9,00%                                   |                   | 0,00%                                   |                          |                                                                                                                                     |
| Remboursement des emprunts - chapitre 16             | 163 988,15        | 24,71%                                  | 170 990,57        | 19,95%                                  | + 4,27%                  | Remboursement du capital des emprunts                                                                                               |
| Immobilisations incorporelles - chapitre 20 sauf 204 | 19 218,00         | 2,90%                                   | 42 860,97         | 5,00%                                   | -123,03%                 | - Document d'urbanisme (PLU),<br>- Frais d'études,<br>- Frais d'insertion<br>- Logiciels                                            |
| Subventions d'équipement versées chapitre 204        | 162 228,36        | 24,45%                                  | 8 021,70          | 0,94%                                   | -95,06%                  | - Subventions au SDEA pour l'éclairage public,<br>- Extension de réseau électrique                                                  |
| Immobilisations corporelles - chapitre 21            | 228 893,07        | 34,49%                                  | 207 515,49        | 24,21%                                  | -9,34%                   | Programme d'investissements                                                                                                         |
| Immobilisations en cours (chapitre 23)               | 29 565,70         | 4,46%                                   | 427 793,95        | 49,91%                                  | + 1346,93%               | Programme d'investissements                                                                                                         |
| <i>Total dépenses réelles</i>                        | <i>663 633,64</i> | <i>100,00%</i>                          | <i>857 182,68</i> | <i>100,00%</i>                          | <i>+ 29,17%</i>          |                                                                                                                                     |
| Opérations d'ordre chapitres 040-041                 | 34 186,00         |                                         | 34 707,47         |                                         |                          | Opérations d'ordre relatives :<br>- aux cessions d'immobilisations<br>- à l'intégration des frais d'études et des frais d'insertion |
| <i>Total dépenses d'ordre</i>                        | <i>34 186,00</i>  |                                         | <i>34 707,47</i>  |                                         |                          |                                                                                                                                     |
| <b>TOTAL</b>                                         | <b>697 819,64</b> |                                         | <b>891 890,15</b> |                                         |                          |                                                                                                                                     |

Séance du Conseil Municipal du 27 février 2023

\* **Le remboursement en capital des emprunts** est en constante augmentation (entre 4,5 et 5% par an) car de nombreux emprunts arrivent à échéance.  
De ce fait, le remboursement du capital est plus important que celui des intérêts.

\* **Les principales dépenses d'investissement pour 2022 ont été :**

- ↳ Les logiciels ( $\simeq$  20 000 €),
- ↳ Installation éclairage LED ( $\simeq$ 40 000 €),
- ↳ Démarrage des travaux d'accessibilité au gymnase et à l'école ( $\simeq$ 20 000 €),
- ↳ Aménagement du chemin des Mauberts ( $\simeq$ 21 000 €),
- ↳ Installation de 4 caméras sur la commune ( $\simeq$ 45 000 €),
- ↳ Acquisition outillage technique ( $\simeq$  15 500 €),
- ↳ Acquisition de matériel informatique au sein des différents services ( $\simeq$ 15 000 €),
- ↳ L'aménagement d'un terrain de foot synthétique ( $\simeq$ 385 000 €).

Il restera 600 000 € à payer en 2023.

Certaines opérations ont été réalisées partiellement, sont encore en cours de réalisation ou non pas encore fait l'objet de paiement.

Les crédits correspondants seront reportés sur l'exercice 2023 pour un montant de 2.361.667 €.

A noter que 946 782 € seront parallèlement reportés en recette d'investissement de l'exercice 2022 et repris au budget primitif 2023.

## **B. Les recettes d'investissement**

| Recettes d'investissement                 | 2021 en €         | % des recettes d'investissement réelles | 2022 en €           | % des recettes d'investissement réelles | Variation 2021/2022 en % | Observations                                                                                                       |
|-------------------------------------------|-------------------|-----------------------------------------|---------------------|-----------------------------------------|--------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Dotations fonds divers (Chapitre 10)      | 497 421,97        | 88,54%                                  | 839 496,03          | 69,92%                                  | + 68,77%                 | - FCTVA,<br>- Taxe d'Aménagement<br>- Excédent de fonctionnement capitalisé                                        |
| Subventions d'investissement chapitre 13  | 63 980,15         | 11,39%                                  | 342 231,00          | 28,50%                                  | + 434,90%                | Subventions d'équipements reçues du Conseil Régional, du Conseil Départemental, de Troyes Champagne Métropole, ... |
| Emprunts et dettes assimilées chapitre 16 | -                 | 0,00%                                   | -                   | 0,00%                                   | 0,00%                    |                                                                                                                    |
| Immobilisations corporelles Chapitre 21   | 28,00             | 0,00%                                   | -                   | 0,00%                                   | -100,00%                 |                                                                                                                    |
| Immobilisations en cours chapitre 23      | 374,57            | 0,07%                                   | 19 002,00           | 1,58%                                   |                          |                                                                                                                    |
| <i>Total recettes réelles</i>             | <i>561 804,69</i> | 100,00%                                 | <i>1 200 729,03</i> | 100,00%                                 | + 113,73%                |                                                                                                                    |
| Opérations d'ordre                        | 284 397,39        |                                         | 312 541,28          |                                         |                          | Amortissements                                                                                                     |
| <i>Total recettes d'ordre</i>             | <i>284 397,39</i> |                                         | <i>312 541,28</i>   |                                         |                          |                                                                                                                    |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>846 202,08</b> |                                         | <b>1 513 270,31</b> |                                         |                          |                                                                                                                    |

Séance du Conseil Municipal du 27 février 2023

- \* **Le FCTVA** perçu en 2022 subi une hausse de 66%. Cela s'explique par les faibles dépenses d'investissement réalisées en 2021 car les projets n'avaient pas pu démarrer suite au décès de Monsieur REHN et à l'installation de la nouvelle équipe municipale.
- \* **La taxe d'aménagement** est en diminution d'un 1/3. Elle est liée aux constructions réalisées sur notre commune et de leur superficie, sachant que certains projets ont généré des recettes en taxe d'aménagement importantes en 2021.
- \* **Les subventions d'investissement** sont liées aux projets d'investissement menés par notre collectivité et à leur avancée au cours de l'exercice.

Ont été encaissées en 2022 les subventions suivantes :

↳ **Par la région Grand Est :**

- Terrain de foot synthétique : 63 650 € perçus et 58 868 € restant à percevoir en 2023),
- Elaboration du PLU (9 733,50 €),

↳ **Par le département de l'Aube :**

- Terrain de foot synthétique : 212 200 € perçus, 196 190 € restant à percevoir en 2023),

↳ **Par Troyes Champagne Métropole :**

- Eclairage de la route d'Auxerre RN 77 (56 647,50 €).

Une nouvelle fois, le conseil municipal a cherché à :

- Maîtriser les dépenses de fonctionnement,
- Respecter l'engagement de ne pas augmenter les taux de la fiscalité,
- Préserver une capacité d'autofinancement (voir tableau ci-après).

### 3. EVOLUTION DE L'AUTOFINANCEMENT

|                                       | 2018         | 2019                                                              |                             |                                |                             | 2020         | Taux évolution<br>2019-2020 | 2021         | Taux évolution<br>2020-2021 | 2022         | Taux évolution<br>2021-2022 |
|---------------------------------------|--------------|-------------------------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|-----------------------------|--------------|-----------------------------|--------------|-----------------------------|--------------|-----------------------------|
|                                       |              | Avec la subvention<br>d'équilibre de 242<br>620€ versée au BA EMC |                             | Hors subvention<br>d'équilibre |                             |              |                             |              |                             |              |                             |
|                                       |              | En €                                                              | Taux évolution<br>2018-2019 | En €                           | Taux évolution<br>2018-2019 |              |                             |              |                             |              |                             |
| Epargne brute                         | 858 604,60   | 663 980,18                                                        | -22,67%                     | 906 600,18                     | 5,59%                       | 873 216,53   | 31,51%                      | 978 527,94   | 12,06%                      | 1 047 649,37 | 7,06%                       |
| Remboursement en capital des emprunts | 158 287,67   | 166 212,12                                                        | 5,01%                       | 166 212,12                     | 5,01%                       | 156 545,90   | -5,82%                      | 163 588,15   | 4,50%                       | 170 990,57   | 4,53%                       |
| Epargne nette                         | 700 316,93   | 497 768,06                                                        | -28,92%                     | 740 388,06                     | 5,72%                       | 716 670,63   | 43,98%                      | 814 939,79   | 13,71%                      | 876 658,80   | 7,57%                       |
| Recettes réelles de fonctionnement    | 3 359 444,24 | 3 599 740,64                                                      | 7,15%                       | 3 599 740,64                   | 7,15%                       | 3 471 362,09 | -3,57%                      | 3 646 642,81 | 5,05%                       | 3 942 132,30 | 8,10%                       |
| Taux d'épargne nette (1)              | 20,85%       | 13,83%                                                            |                             | 20,57%                         |                             | 20,65%       |                             | 22,35%       |                             | 22,24%       |                             |

Taux d'épargne nette = Epargne nette / recettes réelles de fonctionnement x 100

## 4. LES RATIOS

### a. Les ratios de la commune

Ratios agrégés Budget principal et budget annexe EMC 2022

|                                                             | Commune      | BA EMC       | Commune et<br>BA EMC | Commune            | BA EMC             | Commune et<br>BA EMC |
|-------------------------------------------------------------|--------------|--------------|----------------------|--------------------|--------------------|----------------------|
|                                                             | 2021         | 2021         | 2021                 | Estimation<br>2022 | Estimation<br>2022 | Estimation<br>2022   |
| Recettes de fonctionnement courant                          | 3 568 540,98 | 84 316,91    | 3 652 857,89         | 3 873 604,33       | 86 746,14          | 3 960 350,47         |
| Dépenses de fonctionnement courant                          | 2 556 086,97 | 17 076,21    | 2 573 163,18         | 2 814 195,94       | 15 544,83          | 2 829 740,77         |
| Epargne de gestion<br>(Résultat de fonctionnement courant)  | 1 012 454,01 | 67 240,70    | 1 079 694,71         | 1 059 408,39       | 71 201,31          | 1 130 609,70         |
| Résultat financier                                          | - 41 265,17  | - 17 350,63  | - 58 615,80          | - 33 761,85        | - 27 623,34        | - 61 385,19          |
| Résultat exceptionnel                                       | 7 339,10     | /            | 7 339,10             | 22 002,83          | /                  | 22 002,83            |
| Epargne brute<br>(résultat de fonctionnement de l'exercice) | 978 527,94   | 49 890,07    | 1 028 418,01         | 1 047 649,37       | 43 577,97          | 1 091 227,34         |
| Remboursement du capital de la dette                        | 163 588,15   | 19 170,32    | 182 758,47           | 170 990,57         | 33 782,78          | 204 773,35           |
| Epargne disponible<br>(autofinancement net)                 | 814 939,79   | 30 719,75    | 845 659,54           | 876 658,80         | 9 795,19           | 886 453,99           |
| Recettes réelles d'investissement                           | 561 804,69   | 309 224,59   | 871 029,28           | 1 200 729,03       | 46 952,31          | 1 247 681,34         |
| Dépenses réelles d'investissement                           | 663 633,64   | 92 812,36    | 756 446,00           | 663 633,64         | 38 095,05          | 701 728,69           |
| Besoin de financement                                       | 101 828,95   | -            | -                    | -                  | -                  | -                    |
| Excédent de financement                                     | -            | 216 412,23   | 114 583,28           | 537 095,39         | 8 857,26           | 545 952,65           |
| Emprunts nouveaux                                           | -            | 457 894,00   | 457 984,00           | -                  | -                  | -                    |
| Résultat reporté de l'exercice N-1                          | 2 109 695,57 | -            | 2 109 695,57         | 3 088 223,51       | 49 890,07          | 3 138 113,58         |
| Résultat de l'exercice N au 31/12                           | 3 088 223,51 | 49 890,07    | 3 138 113,58         | 4 135 872,88       | 93 468,04          | 4 229 340,92         |
| Encours de la dette au 31/12                                | 703 149,81   | 1 415 185,84 | 2 116 873,49         | 525 291,77         | 1 381 403,06       | 1 906 694,83         |
| Capacité de désendettement (en années)                      | 0,72         | 46,17        | 2,50                 | 0,50               | 141,03             | 2,15                 |

## **b. Les ratios obligatoires**

Population 2022 : 4 961 habitants

| Informations financières - ratios |                                                                                                         | Valeurs | Moyenne nationale de la strate (Source DGCL) |
|-----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|----------------------------------------------|
| Ratio 1                           | Dépenses réelles de fonctionnement/population (€/habitant)                                              | 567,26  | 845                                          |
| Ratio 2                           | Produit des impositions directes/population (€/habitant)                                                | 526,06  | 468                                          |
| Ratio 3                           | Recettes réelles de fonctionnement/population (€/habitant)                                              | 780,81  | 1 047                                        |
| Ratio 4                           | Dépenses d'équipement brut/population (€/habitant)                                                      | 136,70  | 316                                          |
| Ratio 5                           | Encours de dette/population (€/habitant) <i>Hors EMC</i>                                                | 105,88  | 731                                          |
| Ratio 5 bis                       | <i>Encours de dette/population (€/habitant) avec EMC</i>                                                | 384,04  | 731                                          |
| Ratio 6                           | DGF/population (€/habitant)                                                                             | 83,31   | 154                                          |
| Ratio 7                           | Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement                                                | 59,23%  | 54 %                                         |
| Ratio 9                           | Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement dette en capital/recettes réelles de fonctionnement | 77,06%  | 88,2%                                        |
| Ratio 10                          | Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement                                           | 17,20%  | 30,2%                                        |
| Ratio 11                          | Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement <i>Hors EMC</i>                                  | 13,33%  | 69,8%                                        |
| Ratio11 bis                       | Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement <i>avec EMC</i>                                  | 48,32%  | 69,8%                                        |

Séance du Conseil Municipal du 27 février 2023

## 4. L'ENDETTEMENT

### Evolution de l'endettement de la commune de Rosières

A ce jour, treize emprunts sont en cours :

- onze sur le budget commune, neuf seront soldés en 2025.
- deux sur le budget annexe EMC soldés en 2060.

Le capital restant dû au 01/01/2023 est de 1 905 233 € (dont 1 379 941 € pour la maison médicale, soit 72,43%, 5/7 de la dette communale).

|                                      | 2022             | 2023             | 2024             | 2025             | 2026             | 2027             | 2028             | 2029             | 2030             | 2031             |
|--------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Emprunt commune                      | 703 150          | 525 292          | 358 003          | 245 523          | 221 096          | 195 633          | 169 089          | 141 420          | 112 577          | 100 618          |
| Emprunt EMC                          | 1 430 830        | 1 379 941        | 1 358 035        | 1 321 383        | 1 284 378        | 1 247 015        | 1 209 288        | 1 171 195        | 1 132 728        | 1 093 884        |
| <b>Emprunt total</b>                 | <b>2 133 979</b> | <b>1 905 233</b> | <b>1 716 039</b> | <b>1 566 907</b> | <b>1 505 474</b> | <b>1 442 647</b> | <b>1 378 378</b> | <b>1 312 614</b> | <b>1 245 305</b> | <b>1 194 502</b> |
| <b>Dette par habitant</b>            | 472              | 384              | 380              | 347              | 333              | 319              | 305              | 290              | 276              | 264              |
| <i><b>Emprunt supplémentaire</b></i> | <i>1 391 621</i> | <i>1 999 283</i> | <i>1 809 561</i> | <i>1 958 693</i> | <i>2 020 126</i> | <i>2 082 953</i> | <i>2 147 222</i> | <i>2 212 986</i> | <i>2 280 295</i> | <i>2 331 098</i> |

Pour information : le terme emprunt supplémentaire représente le montant maximum pouvant être emprunté pour les projets futurs en respectant le seuil dette par habitant de notre strate 2022 (budget communal et EMC).

L'endettement représente 384 € / habitant.

En 2023, le montant (capital et intérêts) sera de 181 695,56 €.

Séance du Conseil Municipal du 27 février 2023

### **3<sup>ème</sup> PARTIE – ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2023**

On peut formuler les informations suivantes, bases pour l'élaboration future du budget :

- ⇒ Augmentation des charges à caractère général (chapitre 011) en raison de l'inflation (hausse du coût des fluides et de l'ensemble des fournitures),
- ⇒ Hausse des charges de personnel (chapitre 012) suite à de nouvelles embauches prévues,
- ⇒ Stabilité du produit des services et du domaine (chapitre 70),
- ⇒ Fiscalité : pas de hausse des taux d'imposition mais augmentation des bases d'imposition d'environ 5% (suivant l'inflation).
- ⇒ Augmentation de la Dotation Globale de Fonctionnement due à l'augmentation de de la population.

## LES PROJETS EN COURS ET FUTURS SUR LE MANDAT

| Projets                             | Report de projets 2022 en 2023 | Nouveaux projets 2023 | Coût total du projet | Subventions        | Besoin de financement |
|-------------------------------------|--------------------------------|-----------------------|----------------------|--------------------|-----------------------|
| Travaux de voirie rue Marcel Pagnol | 277 380 €                      |                       | 186 725 €            | 46 681 €           | 140 044 €             |
| Aménagement du parvis de la Mairie  | 74 588 €                       | 55 000 €              | 129 588 €            | 45 457 €           | 84 131 €              |
| Construction d'une cantine          | 494 624 €                      | 1 230 478 €           | 1 725 101 €          | 1 008 170 €        | 716 931 €             |
| Aménagement voie verte              | 580 690 €                      | 76 186 €              | 656 876 €            | 411 346 €          | 245 530 €             |
| Travaux d'accessibilité             | 220 885 €                      |                       | 218 498 €            | 90 906 €           | 127 592 €             |
| Bâtiment technique                  |                                | 1 000 000 €           | 1 000 000 €          | 491 478 €          | 508 522 €             |
| Terrain de foot synthétique         | 600 000 €                      |                       | 980 145 €            | 653 429 €          | 326 716 €             |
| Eclairage public                    | 113 500 €                      | 235 000 €             | 348 500 €            |                    | 348 500 €             |
| Commission scolaire                 |                                | 19 539 €              | 19 539 €             |                    | 19 539 €              |
| Commission communication            |                                | 23 300 €              | 23 300 €             |                    | 23 300 €              |
| Commission Cadre de vie             |                                | 131 950 €             | 131 950 €            |                    | 131 950 €             |
| Commission voirie                   |                                | 282 690 €             | 282 690 €            |                    | 282 690 €             |
| Commission sports                   |                                | 79 000 €              | 79 000 €             |                    | 79 000 €              |
| Commission bâtiments                |                                | 128 500 €             | 128 500 €            |                    | 128 500 €             |
| Administration générale             |                                | 30 000 €              | 30 000 €             |                    | 30 000 €              |
| <b>TOTAUX</b>                       | <b>2 361 667 €</b>             | <b>3 291 643 €</b>    | <b>5 940 412 €</b>   | <b>2 747 467 €</b> | <b>3 192 945 €</b>    |

## CONCLUSION

Suite à l'intégration des projets déjà engagés et à l'inscription des nouveaux projets, nous constatons, au regard de l'analyse pour l'exercice 2022, que les ratios d'endettement de notre commune restent dans la norme par habitant de la strate.

Les dossiers relatifs à certains projets sont en cours et sont dans l'attente de la notification des subventions.

A l'heure actuelle, la commune est en capacité de procéder au lancement de l'intégralité de ces projets.

**Le Conseil Municipal prend acte de la présentation  
du présent rapport d'orientations budgétaires  
et de la tenue du débat d'orientations budgétaires.**

### **6. Contribution financière pour l'extension du réseau public de distribution d'électricité rue Victor Hugo – Attribution de fonds de concours à Enedis**

*Transmis en Préfecture le 02/03/2023*

*Affiché le 02/03/2023*

**Délibération n° 2023-02-013**

Rapporteur : Monsieur Bruno MAYEUR

Mes Chers Collègues,

Suite à la délivrance d'autorisations d'urbanisme, des extensions du réseau électrique doivent être réalisées rue Victor Hugo.

Une convention a été signée avec la société ENEDIS, maître d'ouvrage de ces travaux d'extension, et a fixé la contribution financière de notre commune à ces travaux à 60 % de la dépense, soit 5 549,76 € TTC, 40 % restant à la charge de la société ENEDIS.

Il vous est proposé donc de bien vouloir :

- **APPROUVER** le versement de fonds de concours à la société ENEDIS dans le cadre de la réalisation des travaux d'extension du réseau électrique rue Victor Hugo pour un montant de 5 549,76 € TTC,
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ces fonds de concours.

Mis aux voix, le rapport est adopté à l'unanimité.

| RESULTAT DES VOTES |        |            |
|--------------------|--------|------------|
| POUR               | CONTRE | ABSTENTION |
| 26                 | 0      | 0          |

**7. Contribution financière pour l'extension du réseau public de distribution d'électricité rue Marcel Pagnol – Attribution d'un fonds de concours à Enedis**

*Transmis en Préfecture le 02/03/2023*

*Affiché le 02/03/2023*

**Délibération : 2023-02-014**

Rapporteur : Monsieur Bruno MAYEUR

Mes Chers Collègues,

Suite à la délivrance d'autorisations d'urbanisme, des extensions du réseau électrique doivent être réalisées rue Marcel Pagnol.

Une convention a été signée avec la société ENEDIS, maître d'ouvrage de ces travaux d'extension, et a fixé la contribution financière de notre commune à ces travaux à 60 % de la dépense, soit 3 748,38 € TTC, 40 % restant à la charge de la société ENEDIS.

Il vous est proposé donc de bien vouloir :

- APPROUVER le versement de fonds de concours à la société ENEDIS dans le cadre de la réalisation des travaux d'extension du réseau électrique sise rue Marcel Pagnol pour un montant de 3 748,38 € TTC,
- AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ces fonds de concours.

Mis aux voix, le rapport est adopté à l'unanimité.

| RESULTAT DES VOTES |        |            |
|--------------------|--------|------------|
| POUR               | CONTRE | ABSTENTION |
| 26                 | 0      | 0          |

**8. Lancement d'une consultation par le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aube pour le renouvellement du contrat d'assurance des risques statutaires pour la période 2024-2027**

*Transmis en Préfecture le 02/03/2023*

*Affiché le 02/03/2023*

**Délibération : 2023-01-015**

Rapporteur : Monsieur le Maire

Mes Chers Collègues,

Notre commune est actuellement adhérente au contrat d'assurance groupe couvrant les risques statutaires du personnel communal, souscrit par le Centre De Gestion de la Fonction Publique Territoriale (CDGFPT).

Or, ce contrat arrive à échéance le 31 décembre prochain, et le CDGFPT doit donc dès maintenant lancer une nouvelle consultation.

Je vous propose de bien vouloir charger le CDGFPT d'engager la procédure de mise en concurrence d'un nouveau contrat d'assurance groupe auprès d'entreprises d'assurance agréées, dans les conditions suivantes :

- Les contrats devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

↳ **Agents affiliés à la CNRACL :**

- ★ Décès
- ★ Accident de service et maladie contractée en service
- ★ Maladie ordinaire et temps partiel thérapeutique sans lien avec un arrêt préalable
- ★ Longue maladie et maladie de longue durée
- ★ Maternité / paternité et accueil de l'enfant
- ★ Temps partiel thérapeutique consécutif à un arrêt
- ★ Disponibilité d'office
- ★ Invalidité

↳ **Agents non affiliés à la CNRACL :**

- ★ Accident du travail et maladie professionnelle
- ★ Maladie ordinaire
- ★ Maladie grave
- ★ Maternité / paternité et accueil de l'enfant
- ★ Reprise d'activité partielle pour motif thérapeutique

- Pour chacune de ces catégories d'agents, les assurances devront pouvoir proposer à la commune une ou plusieurs formules.
- Durée du contrat : **4 ans, à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024**
- Régime du contrat : **capitalisation**

Je vous précise qu'au terme de la procédure, le conseil municipal prendra connaissance des conditions obtenues et délibèrera pour décider de son éventuelle adhésion au contrat groupe.

Mis aux voix, le rapport est adopté à l'unanimité.

| RESULTAT DES VOTES |        |            |
|--------------------|--------|------------|
| POUR               | CONTRE | ABSTENTION |
| 26                 | 0      | 0          |

## 9. Instauration d'une gratification des stagiaires

Transmis en Préfecture le 02/03/2023

Affiché le 02/03/2023

Délibération n° 2023-02-016

Rapporteur : Monsieur le Maire

Mes Chers Collègues,

Je vous rappelle que notre commune peut accueillir au sein de ses services, des étudiants de l'enseignement supérieur et des élèves de l'enseignement secondaire pour effectuer un stage ou une formation en milieu professionnel.

La loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 et le décret n° 2014-1420 du 27 novembre 2014 visant à améliorer l'encadrement des stagiaires, ces dispositions réglementaires précisent notamment les conditions de mise en place d'une gratification.

- En effet, **dès lors que la durée du stage est supérieure à deux mois**, consécutifs ou non, au cours d'une même année scolaire ou universitaire, la gratification est due au stagiaire à compter du premier mois de la période de stage, mais ne peut excéder six mois. Le montant de la gratification est calculé sur le nombre d'heures de présence effective du stagiaire. Chaque période au moins égale à 7 heures de présence, consécutives ou non, est considérée comme équivalente à un jour et chaque période au moins égale à 22 jours de présence, consécutifs ou non, est considérée comme équivalente à un mois.

Le montant de la gratification est fixé à un niveau minimal de 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale. A titre d'information, le plafond horaire de la sécurité sociale au 1<sup>er</sup> janvier 2023 étant de 27 €, le montant de la gratification serait à ce jour au minimum de 4,05 € de l'heure. Ainsi pour une présence effective de 22 jours (temps complet), la gratification minimum serait à ce jour de 623.70 € par mois.

Le montant de la gratification suivra l'évolution du plafond de la sécurité sociale et si la gratification ne dépasse pas ce seuil minimum, cette indemnité est exonérée de charges sociales à la fois pour l'organisme d'accueil et pour le stagiaire.

Ces stages devront faire l'objet de conventions entre les établissements d'enseignements et la commune, définissant le montant de la gratification, les activités confiées au stagiaire, les dates de stage, et les avantages éventuels. Il est à noter qu'en cas de suspension ou de résiliation des conventions, le montant de la gratification est calculé en fonction de la durée de stage effectuée.

- **Pour les stages d'une durée inférieure à deux mois**, une gratification pourra être versée à l'initiative du Maire sur délégation du conseil municipal. Le montant de cette gratification sera déterminé en fonction de la qualité de la prestation fournie par le stagiaire.

Il vous est donc proposé de bien vouloir :

- **INSTITUER** le versement d'une gratification des stagiaires de l'enseignement supérieur accueillis au sein de la collectivité dans selon les conditions prévues ci-dessus,
- **INSCRIRE** les crédits nécessaires au budget.

Mis aux voix, le rapport est adopté à l'unanimité.

| RESULTAT DES VOTES |        |            |
|--------------------|--------|------------|
| POUR               | CONTRE | ABSTENTION |
| 26                 | 0      | 0          |

## 10. Club Ados – Modification du règlement intérieur

**Délibération n° 2023-02-017**

*Transmis en Préfecture le 02/03/2023*

*Affiché le 02/03/2023*

Rapporteur : Madame Françoise POINSENOT

Mes Chers Collègues,

Je vous rappelle que depuis juillet 2014, notre commune organise un Club Ados à chaque période de vacances scolaires, à l'exception des vacances de Noël et du mois d'août.

Actuellement les jeunes admis au club ados doivent être âgés de 10 à 16 ans et être scolarisés au collège.

Il faut noter que les jeunes scolarisés en CM2 fréquentent de moins en moins l'accueil de loisirs car ils sont intéressés par les activités des plus grands.

D'autre part, le changement d'établissement scolaire les éloigne bien souvent de leur cercle d'amitiés initial.

En conséquence, il est envisagé de mettre en place une passerelle entre l'accueil de loisirs et le club ados avec pour objectif de ne pas perdre le lien avec ces jeunes et ainsi leur permettre de s'inscrire aux activités proposées par le club ados à partir des vacances d'hiver durant leur année scolaire de CM2.

Par contre, l'inscription aux séjours d'été du club ados resterait réservée aux jeunes scolarisés à partir du collège.

Si vous en êtes d'accord, cette passerelle pourrait être mise en place dès les vacances de printemps 2023.

Il vous est donc proposé de bien vouloir :

- **MODIFIER** en ce sens le règlement intérieur du Club Ados.

Mis aux voix, le rapport est adopté à l'unanimité.

| RESULTAT DES VOTES |        |            |
|--------------------|--------|------------|
| POUR               | CONTRE | ABSTENTION |
| 26                 | 0      | 0          |

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h50.

**Approuvé par les membres présents :**

| N° d'ordre des délibérations | Objet des délibérations                                                                                                                                                                  |
|------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2023-02-010                  | Suppression d'un poste d'adjoint au Maire                                                                                                                                                |
| 2022-02-011                  | Détermination de l'indemnité d'un conseiller municipal délégué                                                                                                                           |
| 2023-02-012                  | Débat d'orientations budgétaires                                                                                                                                                         |
| 2023-02-013                  | Contribution financière pour l'extension du réseau public de distribution d'électricité rue Victor Hugo – Attribution d'un fonds de concours à Enedis                                    |
| 2023-02-014                  | Contribution financière pour l'extension du réseau public de distribution d'électricité rue Marcel Pagnol – Attribution d'un fonds de concours à Enedis                                  |
| 2023-02-015                  | Lancement d'une consultation par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Aube pour le renouvellement du contrat des risques statutaires pour la période 2024-2027 |
| 2023-02-016                  | Instauration d'une gratification des stagiaires                                                                                                                                          |
| 2023-02-017                  | Club Ados – Modification du règlement intérieur                                                                                                                                          |
|                              |                                                                                                                                                                                          |
|                              |                                                                                                                                                                                          |

| MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL                                           | PRESENTS<br>(signature) | ABSENTS<br>REPRESENTES PAR                         | ABSENTS NON<br>REPRESENTES |
|------------------------------------------------------------------------|-------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>M. Arnaud RAYMOND</b><br><i>Maire</i>                               |                         |                                                    |                            |
| <b>M. Michel OUDIN</b><br><i>1<sup>er</sup> adjoint</i>                |                         |                                                    |                            |
| <b>Mme Françoise POINSENOT</b><br><i>2<sup>ème</sup> adjointe</i>      |                         |                                                    |                            |
| <b>M. Patrick MELCHERS</b><br><i>3<sup>ème</sup> adjoint</i>           |                         |                                                    |                            |
| <b>Mme Béatrice HENRY</b><br><i>4<sup>ème</sup> adjointe</i>           |                         |                                                    |                            |
| <b>M. Bruno MAYEUR</b><br><i>5<sup>ème</sup> adjoint</i>               |                         |                                                    |                            |
| <b>Mme Nadège LEVAIN-LAURENCEAU</b><br><i>6<sup>ème</sup> adjointe</i> |                         |                                                    |                            |
| <b>M. Raphaël GELARD</b><br><i>7<sup>ème</sup> adjoint</i>             |                         |                                                    |                            |
| <b>Mme Annie BRANGBOUR</b><br><i>Conseillère Municipale</i>            |                         |                                                    |                            |
| <b>Mme Marlène GAURIER</b><br><i>Conseillère Municipale</i>            |                         | <b>Pouvoir à<br/>Nadège LEVAIN-<br/>LAURENCEAU</b> |                            |
| <b>M. Daniel GAC</b><br><i>Conseiller Municipal</i>                    |                         |                                                    |                            |
| <b>M. Rémi DAUPHIN</b><br><i>Conseiller Municipal</i>                  |                         |                                                    |                            |
| <b>M. Pascal VIEVILLE</b><br><i>Conseiller Municipal</i>               |                         |                                                    |                            |
| <b>M. Franck FEDER</b><br><i>Conseiller Municipal</i>                  |                         |                                                    | <b>X</b>                   |
| <b>M. Jérôme LO-HOI-NING</b><br><i>Conseiller Municipal</i>            |                         | <b>Pouvoir à<br/>Raphaël GELARD</b>                |                            |
| <b>Mme Caroline HECKLY</b><br><i>Conseillère Municipale</i>            |                         |                                                    |                            |
| <b>M. Jean-Christophe TOUPET</b><br><i>Conseiller Municipal</i>        |                         | <b>Pouvoir à<br/>Michel OUDIN</b>                  |                            |
| <b>Mme Natacha VAIRELLES</b><br><i>Conseillère Municipale</i>          |                         | <b>Pouvoir à<br/>Chris MANIERI<br/>BIGORGNE</b>    |                            |
| <b>M. Ioan Cristian NACU</b><br><i>Conseiller Municipal</i>            |                         |                                                    |                            |
| <b>M. Johan PILLOUD</b><br><i>Conseiller Municipal</i>                 |                         |                                                    |                            |
| <b>Mme Cécile RIGAUD</b><br><i>Conseillère Municipale</i>              |                         | <b>Pouvoir à<br/>Béatrice HENRY</b>                |                            |
| <b>Mme Valérie RUINET</b><br><i>Conseillère Municipale</i>             |                         |                                                    |                            |
| <b>Mme Stéphanie JONIAUX</b><br><i>Conseillère Municipale</i>          |                         | <b>Pouvoir à<br/>Rémi DAUPHIN</b>                  |                            |
| <b>Mme Laure CLERGET</b><br><i>Conseillère Municipale</i>              |                         |                                                    | <b>X</b>                   |
| <b>Mme Audrey BIDAUD</b><br><i>Conseillère Municipale</i>              |                         |                                                    | <b>X</b>                   |
| <b>M. Chris MANIERI-BIGORGNE</b><br><i>Conseiller Municipal</i>        |                         |                                                    |                            |
| <b>Mme Annie PERINET</b><br><i>Conseillère Municipale</i>              |                         | <b>Pouvoir à<br/>Arnaud RAYMOND</b>                |                            |